PARTIS RÉCEMMENT AGRÉÉS

Entre restructuration, alliances et disparitions

Qu'est-il advenu de ces partis, ces «hizbicules» qui, plongés profondément dans la léthargie la plupart du temps, ne se manifestent qu'à l'occasion des rendez-vous électoraux qu'ils «agrémentent» pour redisparaître, aussitôt la «mission» accomplie.

M. Kebci — Alger (Le Soir) — Et le «scénario» semble s'être répété, tel un rituel, à l'occasion des dernières législatives, et de manière beaucoup plus «consistante» puisque aux starting-blocks, ils étaient une bonne trentaine dont une vingtaine «mis au monde» quelques jours seulement avant le scrutin, dans le sillage des réformes politiques que la conjoncture régionale faite de sanglants soulèvements populaires a imposées.

Et tous, ou presque, claironnaient à qui voulait leur prêter une oreille attentive, qu'ils constituaient l'alternative aux partis «traditionnels» qu'ils considéraient dépassés et qu'il était temps pour que le «flambeau» leur soit transmis. Pour ce faire, ils ne faisaient aucunement l'économie des discours pour se faire valoir, aidés en cela par la «générosité» des médias publics mobilisés comme jamais, à l'effet d'accompagner cette «riche et diversifiée activité politique».

Mais c'était compter sans la «naïvité» de certains de ces nouveaux leaders, sortis tout droit du néant, sans aucun parcours préalable dans un quelconque mouvement associatif ou syndical, comme cela est le cas dans les démocraties avancées. Mais sans aussi ces «chefs de parti» qui traînent telle une mauvaise casserole, leurs passages dans d'anciennes entités politiques, qui ont profité de cette brèche providentielle, pour se relancer dans la chose politique et se refaire, pourquoi pas, une «virginité», ralative soit-elle. Autant d'éléments qui n'ont pas échappé au citoyen lambda, donc aux potentiels électeurs, qui, filant le «manège», se sont superbement désintéressés de ce rendez-vous que seuls les participants ont tout fait pour lui revêtir le caractère d'«événement». Au point où certains sont allés jusqu'à le comparer au 1er-Novembre 1954 ou au 5 Juillet 1962, comme pour titiller, dans un ultime effort d'intéressement, la fibre patriotique des Algériens.

Bivouac politique

Peine perdue puisque les abstentionnistes ont été les vainqueurs de cette consultation avec, en sus, une gifle et magistrale, infligée à cette nuée de partis-éprouvettes dont la raison d'existence ne dépasse le «souci» de servir de lièvres. Ceci quoique neuf de ces nouveaux «hizbicules», entre autres épithètes attribués à ces «partis», ils ont pu se frayer un petit chemin en réussissant à glaner des strapontins. Et tout indique que ces vainqueurs d'un jour ont dû déchanter, rapidement ou déchanteront bientôt avec l'intention prêtée à leurs nouveaux élus de rejoindre leurs familles politiques d'origine, comme c'est le cas, par ailleurs, du reste de ces petits partis recalés.

C'est que ces derniers servent de véritables centres de transit, de bivouac politique, pour nombre de militants des «grosses» pointures de la scène politique nationale, qui, déçus de ne pouvoir postuler au nom de leurs partis de «raison», se rabattent sur ces partis-secours, le temps d'une échéance électorale. Un véritable marché de tranferts, de mercantilisme politique dont seule notre «classe» politique détient le secret. Le comble est que tout ce beau monde est conscient de ces «singularités» politiques algériennes, mais de là à essayer d'y remédier...

Preuve en est que pour leur écrasante majorité, ces «acteurs» politiques, ces «faiseurs d'opinions» sont aux abonnés absents.

L'impérative remise en cause

Rares sont ceux qui, inscrivant leur démarche dans la durée, s'essaient à reprendre les esprits du terrible coup de «massue» du 10 mai dernier. Dont l'UFDS (Union des forces démocratiques et sociales) dont le président affirmera, tout de go, que les dernières législatives n'ont été qu'une occasion pour se faire connaître auprès de l'opinion publique. «Nous ne nous sommes pas fait beaucoup d'illusions vu que notre parti a été agréé la veille du scrutin», dira Noureddine Bahbouh pour qui il n'est pas opportun ni indiqué de s'apesantir sur tout ce que ces élections ont enregistré comme dépassements et irrégularités. «Nous ne sommes pas de ceux qui attisent le feu et la stabilité du pays est au-dessus de tout autre considération», soutiendra l'ancien ministre de l'Agriculture pour qui, l'option est désormais de s'inscrire dans l'avenir en prenant en compte tout ce que ce scrutin a engendré comme conséquences et leçons.

C'est dans ce sens que l'UFDS a contracté une alliance parlementaire avec le MPA d'Amara Benyounès et le FNJS de Bounedjma. Une alliance qui pourra vraisemblablement s'élargir tout prochainement avec l'accord de principe, dira Bahbouh, d'autres formations politiques. Pour le leader de l'UFDS, il est même question d'alliances en prévision des prochaines échéances électorales, au moment où au niveau du parti, l'on s'attelle à la structuration.

Le même chantier est entrepris du côté du PEP (Parti de l'équité et de la proclamation). Sa première responsable, Naïma Salhi, affirmera que le temps est à la rentabilisation du large écho des idées du parti auprès du peuple avec le score «honorable», jugera-t-elle de 116 000 voix récoltées, et avec la «fraude» qui a caractérisé cette élection, commentera-t-elle.

En plus d'une campagne de structuration du parti, la patronne du PEP dira poursuivre l'action dans le cadre du Front pour la sauvegarde de la démocratie, un front composé de 16 partis politiques qui récuse les résultats des dernières législatives, allant jusqu'à introniser un Parlement populaire. Des campagnes de sensibilisation seront menées aux quatre coins du pays pour expliquer le bien-fondé de la démarche du front, déclarera Naïma Salhi.

Pour Sofiane Djilali de Jil El Djadid, les dernières législatives ont été mises à profit pour faire avancer les idées que nous avonçons dans la perspective de la construction d'un nouveau courant de pensée. «Nous ne nous attendions aucunement à des miracles quant à arracher des sièges. Nous considérons que les 100 000 voix que nous avons récoltés en deux mois d'existence seulement nous incitent à aller de l'avant et ne pas dilapider ce large élan de sympathie», dira Djilali qui considère, néanmoins, que le chemin est encore long pour enraciner la démocratie dans le pays.

«La décantation doit encore attendre tant que les voix des citoyens ne sont pas respectées», assénera-t-il, non sans mettre l'accent sur l'œuvre de structuration du parti qui s'impose à la lumière des nouvelles donnes.

M. K.

LORS D'UNE OPÉRATION SPECTACULAIRE

Deux terroristes abattus à Tizi-Ouzou-Ville

C'est une spectaculaire opération qui a été mise sur pied, hier vers 14 heures, par des éléments des services de sécurité en civil au cœur de ce qui constitue la limite entre le centre-ville et la Ville-Nouvelle de Tizi-Ouzou. Selon plusieurs sources, tout s'est très vite enchaîné lorsque plusieurs hommes en civil surgirent d'on ne sait où pour intimer l'ordre de ne plus esquisser le moindre geste à un groupe de personnes - trois ou quatre selon les diverses versions - qui prenaient la direction d'une clinique privée. Ces derniers, sans hésiter, en guise de réaction brandirent des armes, mais n'eurent pas le temps d'en faire usage. Plusieurs coups de feu étaient alors tirés par les hommes armés qui venaient encercler les lieux et qui se sont avérés être des policiers en pleine mission de filature d'un petit groupe de terroristes qui seront abattus alors qu'un troisième a été blessé, selon plusieurs sources. Une kalachnikov et deux PA ont été récupérés lors de cette opération-éclair des services de sécurité.

Par ailleurs, une grande partie de la région Est de la wilaya de Tizi-Ouzou, allant jusqu'aux confins de la frontière avec la voisine Béjaïa, s'est réveillée au son de très violentes détonations provenant de la périphérie de Yakouren. Selon des sources locales, les explosions avaient lieu dans les bois donnant sur l'Akfadou, très tôt le matin. Aux deux avions de combat qui, au prix de plusieurs rotations, larguaient des explosifs, venaient en aide à l'artillerie lourde qui, elle, pilonnait intensément les lieux où, selon des spéculations, seraient localisés des terroristes dont ceux ayant été derrière les trois attentats commis il y a quinze jours contre les éléments de la Marine nationale à Azeffoun. Ce n'est que vers midi qu'une accalmie était observée, mais, selon toute vraisemblance, au regard des moyens déployés, il serait étonnant que l'armée lève le camp dans l'immédiat.

A. M.

FFS

Le temps des incertitudes

Le Front des forces socialistes (FFS) se réveille-t-il sur des lendemains électoraux qui déchantent ? Ali Laskri, le premier secrétaire national du parti, qui a signé, hier, une déclaration publique, fait cas d'une situation politique «inédite et complexe» et évoque un temps fait d'incertitudes.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - «C'est le temps des incertitudes», a consenti à reconnaître le FFS, assurément désillusionné, quinze jours après la tenue des élections législatives. Le parti se déclare inquiet de ne rien voir venir, lui, qui, au risque de lézardes organiques, a pris part au scrutin législatif. «Il est des victoires électorales, il est des majorités parlementaires dont on ne sait apparemment que faire, même si elles paraissent numériquement écrasantes ; des décisions et des mesures politiques attendues depuis la proclamation des résultats officiels par le Conseil constitutionnel tardent à voir le jour», est-il souligné dans la déclaration. Notant cela, le FFS se préoccupe-t-il de la constitution d'un nouveau gouvernement, laquelle tarde à intervenir ? C'est à se poser la question car, pour le reste, l'installation de la nouvelle Assemblée ainsi que de ses structures a été faite dans les temps et dans le respect des cérémonies qui y président. «On ne sait pas encore si la recomposition politique en cours est de nature à permettre un jeu politique plus ouvert ou, au contraire, à renforcer le statu quo», a insisté encore Laskri. Mesure-t-il, s'interrogeant ainsi, toute la difficulté qu'il y a à mettre du mouvement dans le statu quo ? «C'est néanmoins en connaissance de cause que le FFS s'est présenté à ces élections. C'est-à-dire, sans aucune illusion sur le caractère limité des possibilités objectives de faire aboutir, à l'intérieur du Parlement, l'ensemble des transformations radicales que requiert le passage à une véritable transition démocratique», a poursuivi Laskri qui, en outre, a souligné qu'«il nous semble, de ce fait, inutile de nous attarder dans la dénonciation répétitive et stérile d'un système de fraude, dont les instruments résident essentiellement en amont (…) les irrégularités constatées lors du scrutin ne sont pas de nature à changer les résultats fabriqués depuis longtemps». On aura noté que le FFS ne parle pas de fraude mais juste d'irrégularités, ce qui ne manquera pas d'épaissir la conjecture autour de la participation éventuelle du parti au gouvernement. Une participation qu'aucun cadre du FFS n'a, jusque-là, daigné infirmer ou confirmer, laissant grand ouvert le livre des supputations. Le FFS, qui se découvre livré aux incertitudes, devra aussi essuyer une fronde organique qui n'a toujours pas dit son dernier mot, même si des «sanctions exemplaires» ont été prises à l'encontre de Karim Tabbou et Samir Bouakouir. Des cadres qui trouvent soutien auprès de larges pans de militants, notamment ceux qui signèrent, en 2006 déjà, une dénonciation en règle de la direction du parti. Ces contestataires sont revenus à la charge et ont accusé, dans une déclaration publique datée d'avant-hier, le FFS de trahir ses fondamentaux dans un troc politique dont la contrepartie serait l'octroi de quelques strapontins. Tout en appelant les nouveaux élus du parti à quitter le Parlement, ils ont récusé les sanctions prononcées à l'encontre des cadres du parti au lendemain du scrutin législatif.

S. A. I.

SES AMIS SE SONT RASSEMBLÉS HIER À L'USTHB

Hommage au Pr Djebaïli

Ils étaient nombreux hier à faire le déplacement à l'Université des sciences et des technologies Houari-Boumediène (USTHB) pour une cérémonie à la mémoire du professeur Salah Djebaïli, assassiné par les hordes terroristes au sein même de cette université en 1994.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - Dix-huit années plus tard, son souvenir est toujours vivant. Ceux qui l'ont côtoyé se sont donné rendez-vous hier pour évoquer le parcours de l'homme. Emu, le fils de l'ancien recteur de l'USTHB, après avoir remercié l'assistance d'avoir fait le déplacement, a retracé le riche parcours de son père, rappelant que pour cette année, la cérémonie de recueillement avait été sciemment retardée au 5 juin, journée de l'environnement, pour rappeler l'engagement de feu Pr Djebaïli en faveur de l'écologie dès le début des années 60. Il rappellera qu'alors que le concept d'environnement était encore inconnu du grand public, le Pr Djebaïli avait déjà entamé un travail titanesque de documentation sur le thème de l'environnement avant de fonder le premier Comité national pour l'environnement au sein du Cnes. Et c'est tout naturellement que l'ancien recteur de l'USTHB a fait partie de la délégation algérienne ayant pris part aux travaux de la conférence mondiale sur l'environnement à Stockholm et y a défendu le principe du pollueur-payeur et de la responsabilité écologique. Le Pr Djebaïli a fait partie des personnes ayant proposé la célébration de la journée de l'environnement le 5 juin, une proposition retenue. Il sera plus tard à l'origine de la création du ministère de l'Environnement en 1977.

Sa carrière aura été brutalement interrompue par des terroristes qui ne lui ont laissé aucune chance en l'assassinant au sein même de l'université. Son actuel recteur, présent à la cérémonie, lui a rendu hommage en déposant une gerbe de fleurs devant le monument érigé en sa mémoire à l'entrée de l'USTHB, pour que nul n'oublie.

N. I.